

6.3.37

L'abonné à l'édition N° 1 reçoit avec ce numéro LA PETITE ILLUSTRATION contenant
LA CONQUÊTE DU POLE NORD, nouvelle de Sokol Slobodskoï, adaptée en français par M. Georges Oudard.

95^e ANNÉE

N° 4905

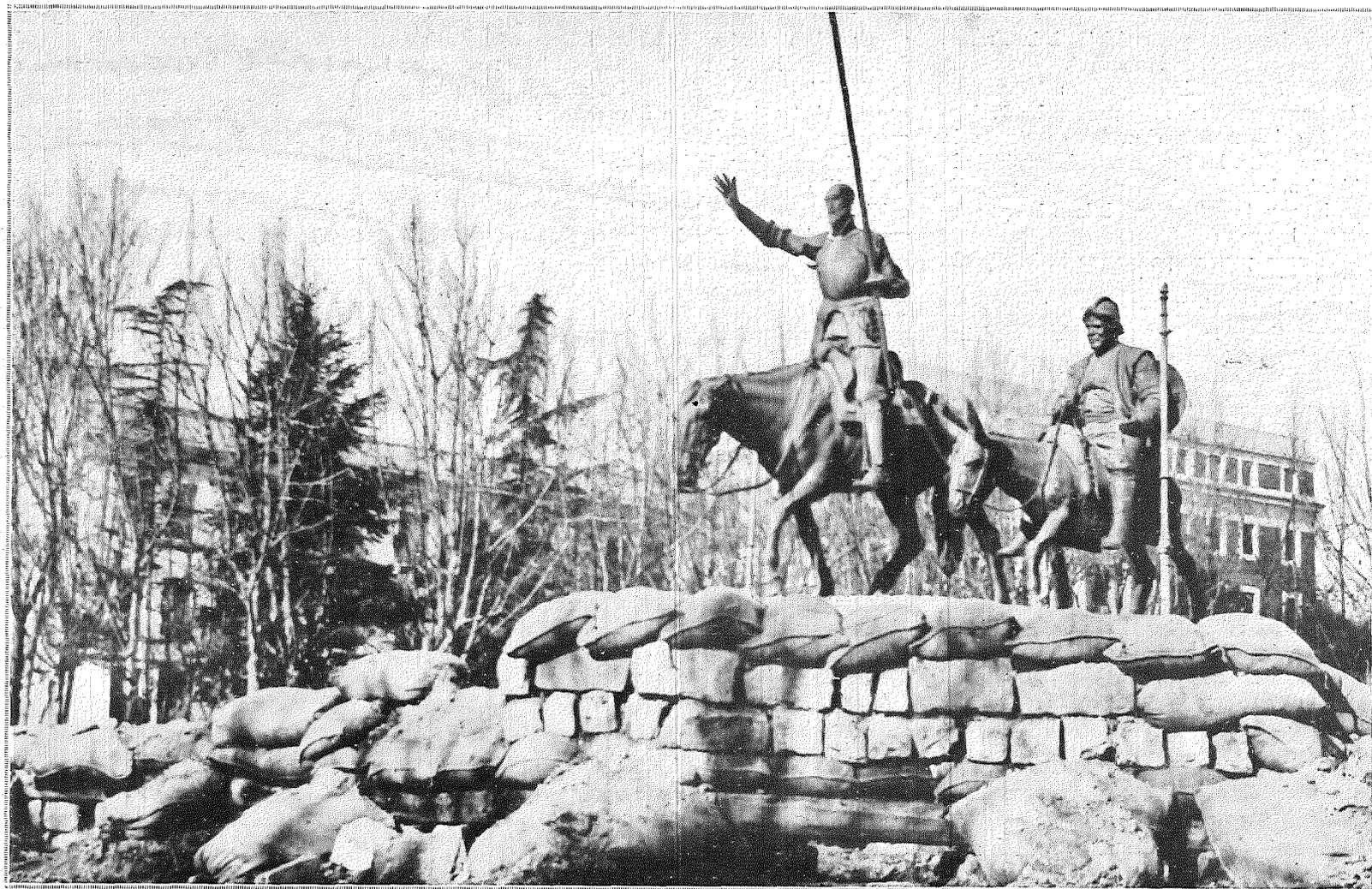
L'ILLUSTRATION

6
MARS
1937

Louis BASCHET, Codirecteur.

RENÉ BASCHET, Directeur.

GASTON SORBETS, Rédacteur en chef.



La résistance des gouvernementaux à Madrid : le socle du groupe de don Quichotte et de Sancho Pança transformé en fortin.



L'entrée des troupes nationalistes à Malaga.
DANS L'ESPAGNE EN GUERRE

L'ÉNERGIE FRANÇAISE

ÉCONOMIQUE D'ABORD !

Je tenterai d'exposer clairement les raisons de notre misère économique et financière actuelle et de dire le remède qui peut y être apporté d'après l'expérience du passé.

Il convient d'observer, avant tout, que la crise est universelle, mondiale, pour plusieurs raisons qui ne sont pas spéciales à la France, si elle y a sa part, sa large part.

Primo, il faut tenir compte des destructions de la grande guerre : ces quatre années d'acharnement qui ont fait s'envoler en fumée la richesse acquise, les fondements éprouvés de la civilisation, les conventions de bonne vie mutuelle entre les peuples, et surtout, hélas ! le sang des hommes, le sang des élites.

La France, pour ne parler que d'elle, a perdu les 100 milliards que lui a coûté la défense nationale, les 100 milliards que lui ont coûté les réparations, les 100 milliards des dettes contractées antérieurement chez elle par les pays étrangers, Russie, Turquie, Autriche, Bulgarie, et même les Amériques ! Elle a perdu, enfin, le « manque à gagner » pendant ces quatre années de lutte victorieuse, mais ruineuse.

Deuxième raison de la crise : la surproduction qui résulte du fait que la machine a changé entièrement les conditions du travail et du commerce. A voir les choses en gros, dans l'ordre industriel, le métier produit, maintenant, vingt paires de bas dans le même temps qu'il fallait pour en faire une jadis ; dans l'ordre agricole, la suppression du battage en grange par l'emploi de la machine qui vient dans les villages et qui fait en deux jours le travail d'un hiver a rendu inutile la présence du paysan qui était occupé et payé pendant ces longs mois. Et l'on parle de la désertion des campagnes ! Il faut bien vivre !

Troisième raison : la concurrence des peuples nouveaux, des peuples lointains auxquels nous avons appris, nous-mêmes, à établir chez eux nos industries de façon à venir, sur nos marchés, nous offrir, à des prix défiant toute concurrence, les produits fabriqués que nous leur vendions autrefois. Le Japon, les Indes, l'Afrique, bientôt ce réservoir de main-d'œuvre immense qu'est l'Asie continentale, tous, auprès et au loin, se présentent et se présenteront en maîtres, s'imposant à notre clientèle. Nous obstinerons-nous à fermer les yeux ? Ne saurons-nous donc plus voir et prévoir ? Ne saurons-nous pas tirer parti du concours que nous apportent nos propres disciples au lieu de lutter vainement contre eux et de nous laisser écraser par eux ? Ne saurons-nous donc pas nous servir de nos propres ressources pour procéder à des échanges à la fois durables et rémunérateurs ?

Je voudrais faire toucher du doigt la réalité : le territoire français est le producteur par excellence des bons légumes, des bons fruits, des belles fleurs. Ce commerce — le commerce des primeurs — représentait il y a vingt ans, dans nos affaires, des totaux importants, des bénéfices sans concurrence, écus sonnants. Nous nous sommes endormis sur le succès établi, et maintenant il est périmé. Nos campagnes ne savent plus améliorer leurs semences, choisir leurs plants et leurs greffes, soigner les arbres et les fruits, cultiver et multiplier les fleurs à la demande des clients ; elles ne savent pas emballer. Le commerce français lui-même tourne le dos à nos produits ; il ignore notre jardin potager, notre jardin fruitier, nos parterres, et s'approvisionne de préférence sur les marchés étrangers.

Nos halles et nos boutiques sont envahies par les pommes du Canada, par les oranges d'Espagne, par les fleurs de Belgique et de Hollande, etc. Nous subissons ces formidables

mécomptes parce que nous ne sommes pas avertis. Si nous l'étions, notre ingéniosité et notre initiative naturelles prendraient vite les voies du relèvement. Mais, pour agir et réussir, il faut volonté, ténacité, patience — et le temps. Or, nous perdons notre temps à faire de la politique ; nous donnons des leçons, en frappant sur la table, à tous nos ministres ! Nous faisons la leçon à l'Etat. Nous sommions l'Etat d'être pour nous un bon commerçant, un bon jardinier, un bon planteur de choux ! Nous attendons tout de l'Etat. Politique d'abord ! Et moi je dis : Economique d'abord ! Pensez donc à gagner, c'est votre affaire à vous, et l'Etat y gagnera, par surcroît.

Quatrième raison de la crise, et ce n'est pas la dernière, mais il faut se borner : l'abus du crédit, et, par suite, la mort du crédit. Tout repose, maintenant, sur le commerce du papier qui enrichit les banques (et encore ! car il y a tout de même des faillites scandaleuses, Oustrie, Stavisky et autres), mais qui, en tout cas, grignote les fortunes et décline les conditions du travail. On a supprimé le métal-argent ; seulement, comme il n'y a pas assez d'or pour le commerce mondial indéfiniment augmenté, on recourt au papier. Soit ! Mais la circulation du papier coûte cher ; il y a les intérêts, les escomptes, les impôts ; et pire, de votre papier les masses ne savent pas se servir. Etant tenues, par leur ignorance ou leur peu de ressources, à l'écart du marché direct, elles ont nécessairement recours aux intermédiaires ; les petits intermédiaires recourent aux gros intermédiaires, ceux-ci finalement à l'Etat. L'Etat, toujours ! Il est marchand de choux, marchand de vins, marchand de blé et marchand de crédit !

Travail à rebours, cher, très cher ! Cette circulation énorme d'un papier fragile, mal garanti, plus ou moins accessible, est accablante pour la fortune publique et particulière. Ces barrages, ces embuscades multipliées ont fusillé et fusillent la fortune acquise et la fortune circulante. Voyez en Amérique : la richesse énorme de ces intermédiaires, de ces spéculateurs — que l'on confond à tort avec les capitalistes — et qui, soi-disant, soutiennent, de leur puissance, le crédit aveuglé et branlant de leur obéissant serviteur, l'Etat !

Les causes que je viens d'indiquer — sans oublier celles que je dois omettre — ont amené la gêne universelle qui aurait pour suite fatale la ruine si l'on ne s'appliquait sans nul retard, car le temps presse, à y porter remède : je l'ai indiqué précédemment, ce remède, possible et urgent, c'est la restauration des échanges par les traités de commerce — la fin de l'autarchie.

La grande famille des peuples a supprimé, soit par suite de dissentiments internationaux, soit sous la pression d'intérêts particuliers, soit par des systèmes politiques qui s'opposent — ou démagogie ou dictature — les contacts indispensables de la vie universelle. On s'est renfermé chacun chez soi, et chaque peuple râle, accroupi sur sa propre misère. Les uns n'ont plus de beurre, les autres n'ont plus de crédit, les autres n'ont plus de travail, les autres n'ont plus de liberté ! Vie chère, visages pâles, poings fermés, servage économique, discordes politiques, législations toujours accrues, toujours impuissantes, toujours violées, tel est le régime actuel.

Un jour viendra, si nous continuons de ce train, où un Bonaparte se lèvera et criera à nos parlementaires, comme l'autre l'a crié aux parlementaires du Directoire : « Nous en avons assez de vos trente mille lois ! »

C'est à cela qu'il faut parer. Les autres peuples s'en tirent ou s'en tireront chacun à sa manière. Il s'agit de nous, France ! La question est de ramener chez nous la richesse par un sage et adroit aménagement de notre pro-

duction, de notre travail, de notre équilibre commercial et un juste emploi de notre génie créateur. Ce don, en particulier, nous est naturel ; il ne nous est contesté par personne ; mais il faut de nouveau y recourir et lui ouvrir largement le champ dont il a besoin.

De quoi s'agit-il ? Je le répète : de gagner. Gagner, c'est-à-dire obtenir un profit, un bénéfice, non pas, seulement, un profit particulier qui s'enferme dans une caisse ou dans une jouissance égoïste et platement individuelle. Non ! non ! non ! Il s'agit d'un avantage qui se répande sur la société entière par l'accroissement de la richesse totale, par une sage collaboration de toutes les forces et par une équitable répartition du bien-être général et individuel. Une économie politique qui n'atteint pas ce but est erronée, dangereuse, détestable. Or, c'est celle que les peuples s'acharnent à pratiquer en ce moment.

La France, en raison de sa position de plaque tournante, est en situation de donner l'exemple de la correction nécessaire et d'aiguiller la marche des affaires dans une direction nouvelle. Voici comment : les produits qui viennent de son sol, de son climat, de son travail, de son invention, de son épargne sont les plus avantageux de tous, si elle sait leur rouvrir les marchés étrangers. Ils sont, en effet, parmi ceux qui rapportent les plus gros gains légitimes parce qu'ils sont les plus fins, les mieux choisis, les plus recherchés et, par conséquent, les plus profitables. Je les définirai d'un mot que tous comprendront : petit tonnage, gros bénéfice.

Un exemple. Je prends une « forme » de paille ou d'étoffe, je l'orne d'une plume d'oiseau ou d'une fleur artificielle, d'un ruban, d'un bout de broderie ; le tout est arrangé, cousu en une demi-journée de travail par une de nos adroites « petites mains », et voilà un chapeau de femme élégante. J'ai dépensé 15 francs, mettons 20 francs ; je vends 150 ou 200 francs : petit tonnage et, même en tenant compte des frais généraux, gros bénéfice. En poussant à l'extrême je dirai : voici une toile sur laquelle il y a 100 francs de couleurs, mais elle est signée Corot : petit tonnage, gros bénéfice.

Appliquons ces proportions, plus ou moins, à nos modes, à nos bijoux, à nos vins, à nos soies, à nos laines, à nos constructions navales ou autres, à nos automobiles, à nos livres, à nos pièces de théâtre, à nos créations de toute nature et ce sera toujours la même chose : petit tonnage, gros bénéfice.

Je conclus que la vraie forme du commerce français et le vrai retour vers la prospérité française s'accompliront par une sage adaptation des intérêts réciproques, nous ouvrant les marchés qui achètent nos marchandises, sous la condition, bien entendu, que, par contre, et dans notre intérêt même, nous leur achetions celles dont nous avons besoin et que leurs pays produisent.

Si nous savons, par une étude attentive, nous diriger, non pas, bien entendu, vers la liberté du commerce, mais vers le système de bons traités de commerce, nous gagnons à tout coup, tandis qu'avec le système actuel — les chiffres de notre exportation le prouvent, hélas ! — à tout coup l'on perd.

Vie chère, embarras sociaux, platitude de bourse, déchirements économiques et politiques, voilà notre sort, les yeux tournés vers l'Etat qui lui-même retourne en vain ses poches.

S'il le veut, il peut se tirer d'affaire, et nous tirer d'affaire en nous rendant cette confiance en nous-mêmes qui nous manque — nos ministres le disent assez !...

On ne peut tout mettre sur la table en une fois. J'y reviendrai.

GABRIEL HANOTAUX,
de l'Académie française.

nales composées de savants et de techniciens chargés de ces études et fournissant à la revue la collaboration scientifique indispensable ; elles apparaissent à l'heure actuelle comme une première équipe de travailleurs, point de départ de phalanges plus nombreuses qui s'attacheront à résoudre des problèmes que les hommes avaient toujours crus insolubles : distribution des calamités dans le temps, dans l'espace, périodicité, causes, prévisions, moyens de lutte et de défense.

La commission française, la première en date, fut instituée par un arrêté du 5 mai 1928 « près le ministère de l'Instruction publique », sous la présidence du général Chapel. Elle comptait le directeur de l'enseignement supérieur et douze savants, géologues, géographes, météorologues, hygiénistes, entomologues, explorateurs, auxquels

« forces aveugles » (1). Il y a des forces régies par un ordre que l'homme essaie d'entrevoir. Deviendront-elles un jour « ses précieuses alliées » ? Arrivera-t-on à raccourcir les effrayantes listes de catastrophes dont M. Montandon a dressé une série de tableaux ? Parviendra-t-on à prévoir, sinon à prévenir, certains cataclysmes ?

Pourquoi pas ? La météorologie donne un réconfortant exemple. Déjà ne réussit-elle pas à sauver de nombreuses vies humaines ? La dernière conférence de météorologie britannique exprimait l'espoir que les expériences en cours permettront d'établir des prévisions à longue échéance, et même saisonnières, et elle a demandé que soient créés de nouvelles stations météorologiques jalonnant les grandes routes aériennes et des observatoires dans l'Extrême-Nord et dans l'Extrême-Sud.

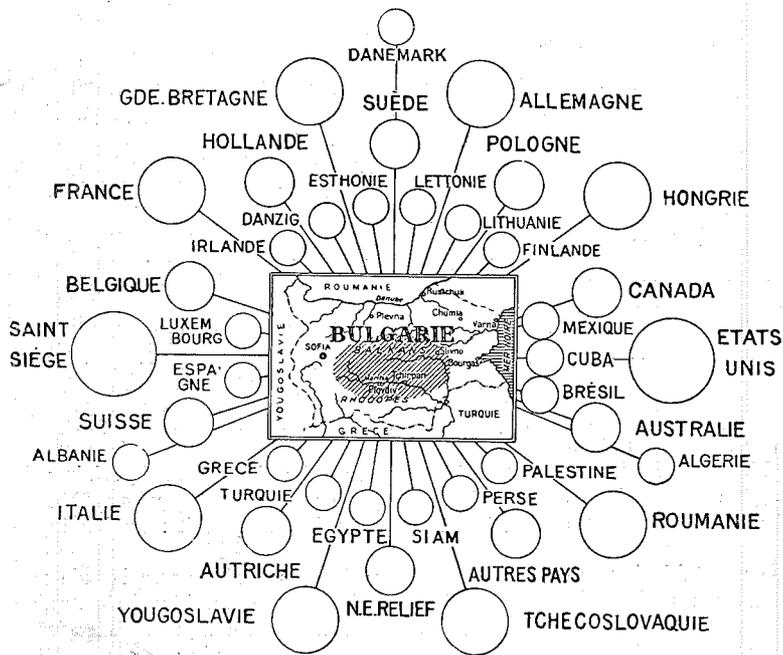
Car les variations polaires exercent une influence sur les phénomènes aériens des zones tempérées.

Il y a quelques mois, les météorologues n'ont-ils pas vu s'annoncer le terrible cyclone qui ravagea la Floride ? On eut quelques heures pour prendre des mesures : les habitants, évacués d'urgence, échappèrent à la mort.

De tels faits autorisent les plus grands espoirs. La nature, adroitement surveillée, livre un peu de ses secrets. Toujours davantage les efforts conjugués de la science atténueront les désastres causés par les fléaux naturels. Les chercheurs ne sont plus seuls désormais ; leurs observations, leurs études accordées étendent sur le globe des lignes de défense. S'il est indispensable d'atténuer les malheurs que multiplie un cataclysme et de secourir les survivants, si l'entreprise d'assistance s'affirme et témoigne de la bonne volonté universelle, il s'agit encore de diminuer le nombre des victimes. Et c'est à quoi s'attachent les commissions de spécialistes collaborant aux tentatives de la nouvelle Croix-Rouge. En cette heure trouble où des agents néfastes sont à l'œuvre dans un monde qui se désagrège, l'Union internationale de secours leur oppose des forces constructives et, par-dessus la défiance et la haine, rapproche les pays et les hommes en les appelant à la même action miséricordieuse.

NOËLLE ROGER.

(1) Pour une coordination de l'effort scientifique dans la lutte contre les calamités, par Raoul Montandon (Genève, 1927).



L'aide internationale à la Bulgarie lors du tremblement de terre de 1928.

Les diamètres des cercles sont proportionnels à l'importance des secours apportés par les différents pays.

l'arrêté ministériel d'avril 1931 en adjoignant cinq, dont un astronome et un parasitologue.

Par les soins des commissions nationales d'étude, divers travaux sont publiés, diverses résolutions prises et plusieurs démarches faites auprès des autorités compétentes. Ainsi, dès 1929, la commission française formulait trois vœux se rapportant à la lutte contre les sauterelles et les incendies de forêts, aux cyclones et aux éruptions volcaniques dans les colonies. Et, la même année, la commission italienne, présidée par M. Ciruolo, réclamait une réunion internationale d'experts afin que fussent coordonnées les enquêtes et les observations et unifiées les méthodes de travail.

D'autre part, le monde savant s'intéressait à la convention nouvelle. Le congrès international de géographie, réuni à Cambridge en juillet 1928, invita les historiens et les géographes ainsi que les sociétés de géographie du monde entier à collaborer avec l'U. I. S. en apportant leur contribution à l'atlas projeté, à étudier les lois qui régissent les fléaux naturels, à fournir des données précises en vue de la préparation technique et préventive de l'œuvre d'assistance.

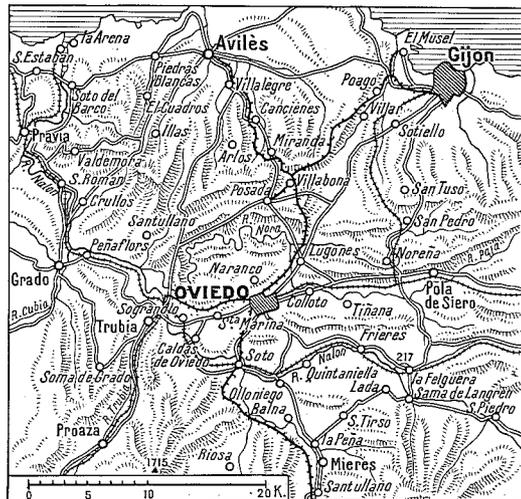
S'il a fallu des années pour obtenir la mise en vigueur de la convention instituant l'U. I. S., il en faudra peut-être davantage pour organiser la coordination des études scientifiques relatives aux calamités : étendre à tous les pays le bienfaisant réseau des commissions nationales, provoquer fréquemment des colloques d'experts.

La première conférence internationale pour la protection contre les calamités naturelles se réunira à Paris, du 13 au 17 septembre 1937, sous la présidence du professeur Edmond Rothé, directeur de l'Institut de physique du globe à Strasbourg et président de la commission française d'étude des calamités. Cette conférence sera placée sous le patronage du gouvernement et de l'Union internationale de secours.

Les lois qui régissent les fléaux naturels... dominer la nature en lui obéissant, disait déjà Bacon. La dominer, c'est la connaître. Car il n'y a pas de

LA GUERRE D'ESPAGNE

A nouveau les opérations militaires semblent s'être stabilisées sur les différents fronts d'Espagne où la guerre de mouvement avait repris. En Andalousie comme au sud-est de Madrid, les troupes nationalistes ont conservé le terrain qu'elles avaient conquis, mais la résistance s'est consolidée et les combats parfois violents qui se sont encore déroulés, particulièrement sur le Jarama, n'ont pas sensiblement modifié les positions des adver-

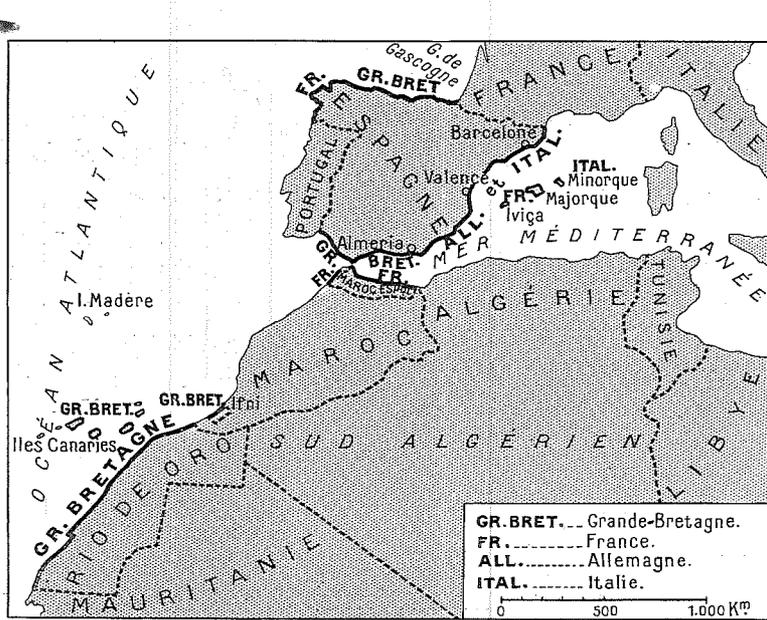


Oviedo, où les nationalistes se défendent contre l'encerclement des mineurs asturiens et des Basques.

saire. Au nord-ouest de la capitale, les gouvernements ont dépensé de grands efforts pour reprendre, au delà de la route de l'Escorial, les hauteurs dont ils avaient été délogés au début de janvier. Plusieurs attaques ont été déclenchées par la brigade internationale dans le secteur de Las Rozas, mais sans résultat appréciable. La principale offensive a toutefois intéressé le front des Asturies, où les Basques, aidés des redoutables dynamiteros des ouvriers mineurs, ont tenté de s'emparer d'Oviedo. Ils ont pu pénétrer jusque dans les faubourgs, où la lutte a été acharnée.

Sur le plan politique, une déclaration importante, qui a laissé croire à la possibilité d'une crise ministérielle à Valence, a été faite, le 26 février, par M. Largo Caballero. Dans un long message à l'« opinion publique », le président du Conseil de l'Espagne républicaine, passant en revue la situation, a reconnu qu'après le 6 mars, date de l'entrée en vigueur du contrôle aux frontières, s'ouvrirait la phase la plus délicate de la guerre. Il a ajouté : « Nous devons prendre des résolutions définitives. Je ne resterai pas à la tête du gouvernement si ma situation n'est pas ferme. » Ces paroles semblent indiquer qu'une cohésion complète n'existerait pas au sein du Frente popular.

Enfin, au comité de Londres, chargé d'organiser les modalités du contrôle terrestre et maritime, un événement important s'est produit, le 26 février. Le représentant soviétique a fait connaître, au nom de son gouvernement, que la Russie n'userait pas, pour l'instant, du droit qu'elle tient de l'accord de non-intervention pour une participation au contrôle maritime, car elle n'a pas intérêt à envoyer des forces navales dans la Méditerranée et dans l'Atlantique à une aussi grande distance de ses bases. Le représentant portugais a pris une attitude analogue, en rappelant que son pays avait toujours été partisan de l'exécution du plan de contrôle naval par les quatre grandes puissances, exclusivement. C'est donc la France, l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie qui, à partir du 6 mars, seront seules chargées d'assurer l'imperméabilité des frontières maritimes de l'Espagne et de ses territoires d'outre-mer. La carte ci-contre indique leurs secteurs respectifs.



Répartition des zones de surveillance maritime des côtes espagnoles de la Péninsule et de l'Afrique occidentale.

On remarquera que, généralement, sont affectées à la surveillance des côtes les nations dont les sympathies sont opposées aux occupants respectifs.



MADRID BOMBARDÉ : UNE RUE DANS LE QUARTIER VOISIN DU PARC DE L'OUEST



Quelques jours avant l'attentat d'Addis Abeba : le maréchal Graziani annonçant, du haut du palais du gouvernement, la naissance d'un petit prince de la maison de Savoie.

LES ÉVÉNEMENTS D'ÉTHIOPIE

On ne parlait plus, depuis assez longtemps, de l'Éthiopie, où les troupes d'occupation italiennes achèvent la réduction méthodique des quelques noyaux de dissidence qui subsistent encore. Deux événements survenus coup sur coup viennent toutefois de rappeler à l'attention l'œuvre qui s'accomplit là-bas. Le premier est un attentat dont le maréchal Graziani a été victime, le 19 février, à Addis Abeba. Le vice-roi, qui, pendant la matinée, avait reçu une trentaine de dignitaires et notables abyssins venus faire acte de soumission, s'était rendu, vers midi, dans les églises et les mosquées pour distribuer aux pauvres des aumônes à l'occasion de la naissance du petit prince de Naples. Soudain, d'un groupe d'indigènes, une bombe fut lancée qui blessa légèrement le maréchal — des bruits alarmistes à ce sujet ont été démentis — mais qui atteignit beaucoup plus gravement le général Liotta, chef des forces aériennes d'Afrique orientale, qui a dû subir l'amputation d'une jambe. L'abouna Cyrille, chef de l'Église copte, fut également blessé, ainsi que plusieurs indigènes. Les dépêches laissaient entendre qu'il s'agissait d'un acte commis par un fanatique isolé, et non d'un complot. On apprenait néanmoins que les Italiens avaient aussitôt procédé à l'arrestation de 2.000 suspects et que tous ceux qui avaient été trouvés porteurs d'une arme avaient été fusillés.

Le 25 février, une autre nouvelle parvenait : celle de la capture et de l'exécution du ras Desta, gendre de l'ex-négous. C'était le dernier des grands féodaux encore insoumis. Commandant, pendant la campagne, une armée sur le front de Somalie, il avait été battu à Négelli, capitale du pays galla, le 30 janvier 1936. Après la prise d'Addis Abeba, au mois de mai, il s'était réfugié dans la région des grands lacs, avec 3.000 guerriers environ, parmi lesquels beaucoup d'officiers éduqués par une mission militaire suédoise. C'est là qu'il

continuait une résistance que la disproportion des effectifs vouait inévitablement à l'échec. Il avait été rejoint par quelques autres dissidents, comme le dedjaz Gabre Mariam, ancien ministre de l'Intérieur, qui s'était d'abord soumis aux Italiens, mais avait ensuite rejoint ses compagnons d'armes. Plusieurs colonnes furent envoyées récemment contre ces rebelles. Des combats se déroulèrent, du 17 au 20 février. Les lieutenants du ras Desta furent tués ou faits prisonniers, mais lui-même était parvenu à s'échapper. Il fut poursuivi dans la montagne, pris et passé par les armes. Avec lui disparaît le seul adversaire sérieux avec qui la conquête italienne eût encore à compter. S'il est exact qu'il se disposait à marcher sur Addis Abeba, dans une tentative désespérée, on peut penser que l'assassinat du maréchal Graziani faisait partie de son plan et qu'une véritable conjuration avait été ourdie.

Ces événements ont eu en Italie un grand retentissement. Il a coïncidé avec une certaine émotion manifestée par l'opinion pu-



Le ras Desta.

blique quand elle a su que, parmi les personnalités invitées à se faire représenter au couronnement du roi George VI, figurait Haïlé Sélassié, qui aurait délégué son fils. Mais il est de tradition en Angleterre de témoigner aux souverains déçus des marques de déférence, ce qui enlève à ce geste de courtoisie une signification excessive.

POLITIQUE ET DIPLOMATIE

LA NEUTRALITÉ SUISSE

Dans son discours du 30 janvier, le chancelier Hitler avait déclaré que le Reich était disposé à garantir la neutralité de la Belgique et de la Hollande, mais il n'avait pas parlé de la Suisse. Cette omission n'avait pas manqué d'inquiéter la Confédération helvétique, car elle pouvait laisser croire qu'en cas de guerre avec la France l'état-major allemand chercherait à tourner la ligne Maginot par la trouée de Bâle. Mais le président Motta a fait connaître au Conseil fédéral, le 26 février, qu'au cours d'une entrevue récente avec M. Schulthess, ancien ministre, le Führer avait, en autorisant son interlocuteur à faire officiellement état de ses paroles, précisé que, s'il n'avait pas cru devoir mentionner la Suisse, c'est parce qu'il considère que sa neutralité traditionnelle ne saurait être mise en cause et que, quoi qu'il advienne, l'Allemagne la respectera. Cette affirmation catégorique a provoqué en Suisse un vif sentiment de soulagement, mais elle n'a pas été accueillie moins favorablement par tous ceux que préoccupe le problème de la sécurité en Europe occidentale. On ne peut oublier néanmoins qu'en 1914 l'Allemagne a violé la neutralité belge, qu'elle avait reconnue encore plus solennellement.

LE RASSEMBLEMENT NATIONAL EN POLOGNE

Depuis le coup d'Etat de 1926, la Pologne a vécu sous une semi-dictature qui avait ceci de particulier que, tant que Pilsudski vécut, le dictateur restait dans la coulisse, sans autres titres officiels que ceux de ministre de la Guerre et d'inspecteur général de l'armée. Cependant, Pilsudski lui-même s'était préoccupé d'établir une constitution nouvelle qui consacrait définitivement le régime autoritaire. Cette constitution n'est entrée en vigueur qu'après sa mort et elle n'a pas empêché certains flottements de se produire entre ses héritiers, comme il était inévitable du jour où disparaissait la forte personnalité sur laquelle reposait tout l'Etat. Depuis lors, la Pologne s'est ressaisie. Dans ce pays où l'armée est l'armature



Le colonel Adam Koc.

de la nation, la véritable succession de Pilsudski est passée au maréchal Smigly-Rydz, qui a déjà fait sentir son heureuse influence par le redressement de la politique extérieure. C'est, maintenant, à la politique intérieure que le maréchal Smigly-Rydz donne ses soins. Il a chargé son homme de confiance, le colonel Adam Koc, de fonder un grand parti national, dans lequel viendraient se fondre tous les autres partis et qui serait le parti unique, comme le fascisme en Italie, le national-socialisme en Allemagne ou le « Front patriotique » en Autriche. Le colonel Koc a défini son programme le 21 février, dans un message radiodiffusé. Il comporte à la base le renforcement de la défense nationale et la lutte contre le communisme. Mais il fait aussi de larges concessions aux idées démocratiques et aux minorités ethniques en admettant des réformes hardies au profit des ouvriers, de la petite propriété paysanne et en affirmant son libéralisme dans la question juive, entre autres. Le nouveau parti se dénomme « Front de l'union nationale ».

LE CONSEIL DE L'ENTENTE BALKANIQUE

Le conseil permanent de l'Entente balkanique a tenu à Athènes, du 15 au 18 février, une de ses sessions périodiques. Le communiqué qu'il a